



SRE : NON À LA FERMETURE DU SITE

Le site de **La Rochelle** du Service des retraites de l'État est une antenne historique de notre service depuis 1972. Avec plus de 50 ans d'histoire, ce site ne se contente pas d'accueillir une dizaine d'agent-es dévoué-es, il est également le porteur d'une immense expertise accumulée au fil des décennies. Ces agent-es, par leur ancienneté et leur compétence, incarnent l'héritage et la continuité d'un service de qualité pour les usager-es.

Ce qui rend ce site unique, c'est aussi son lien privilégié avec le SPRP (Service des pensions et risques professionnels) grâce à sa proximité géographique. Cette proximité est un atout majeur pour assurer une collaboration efficace, rapide et de qualité, ce qui serait fortement compromis en cas de fermeture.

Le **maintien de ce site permet** non seulement de préserver l'emploi de ces agent-es jusqu'à leur retraite, mais aussi de continuer à remplacer les départs par de nouvelles recrues, assurant ainsi la pérennité et la transmission des savoirs au sein de nos services publics. Une fermeture irait à l'encontre de toute la philosophie d'un service public de proximité qui est vantée par nos politiques.

Perdre ce site, c'est risquer une dégradation de la qualité de service, des difficultés notamment avec les dossiers sensibles des militaires.

Il est impératif que nous fassions entendre notre voix contre cette fermeture injuste.

En signant la pétition en ligne, vous affirmez votre soutien à la fois aux agent-es actuellement en poste et à tous ceux et celles qui bénéficieront d'un service compétent et localisé.

Engageons-nous ensemble pour sauvegarder ce modèle de service décentralisé et efficace. **Chaque signature compte, chaque voix est cruciale.** Merci de soutenir cette cause juste et nécessaire.

Signons maintenant pour faire la différence !

<https://www.change.org/p/refuser-la-fermeture-du-site-distant-de-la-rochelle?>

LAWFARE ET RÉPRESSION

Les procédures disciplinaires et judiciaires contre les militant-es CGT se multiplient ces dernières années, jusqu'à l'absurde.

Mais cela va toujours plus loin avec la mise en examen de notre Secrétaire Générale, Sophie Binet, faisant suite à une plainte pour injures publiques déposée par l'association "Mouvement ETHIC", présidée par Mme Sophie de Menthon. On reproche à Sophie Binet ses propos tenus lors de son intervention

sur RTL le 31 janvier dernier, lorsqu'elle fut interrogée sur le « chantage à l'emploi » de la part de certains grands patrons, venus se succéder dans les médias « pour alerter sur la fiscalité et les réglementations » et affirmer que « pour pousser à la délocalisation, c'est idéal ! ». Elle avait alors dénoncé ces propos et ces comportements en disant « Moi j'ai envie de dire : les rats quittent le navire ». Il va sans dire que cette déclaration était une image, reprenant une expression populaire bien connue visant à dénoncer les pratiques permanentes de délocalisation et de chantage à l'emploi des multinationales.



La CGT dénonce avec force cette énième procédure-bailloon de la part d'un lobby patronal, financé par un milliardaire d'extrême droite, Édouard Sterin. Cette tentative manifeste de judiciariser la critique sociale et de détourner le débat public illustre une nouvelle fois la volonté de certains lobbys patronaux au service des plus riches pour faire taire les voix qui dérangent.

La CGT rappelle que la liberté syndicale est une liberté fondamentale, indispensable au fonctionnement démocratique.

OÙ EST PASSÉ L'ARGENT ?

Après l'affaire des 5 ou 10 milliards d'€ de TVA « perdue », la [Cour des Comptes soulève un nouveau lièvre](#). Le fameux Fonds pour la Transformation de l'Action Publique (FTAP) qui a coûté 1,1 milliard d'€ entre 2017 et 2025 a bien du mal à présenter des résultats concrets.

Ce fonds devait, en finançant des projets « innovants », permettre des économies d'échelle. Or le rapport éreinte sa portée : dispersion des enveloppes, projets difficiles à mener à terme, dépenses qui correspondaient à des dépenses courantes...

Quand on sait que « le projet Pilat de refonte du système d'information du contrôle fiscal de la DGFIP » ou GMBI ont bénéficié de ce fond, on peut en conclure que ce n'est pas un échec mais que cela n'a pas fonctionné. Enfin si, ce fonds a aussi permis de financer le Nouveau Réseau de Proximité de la Dgfi!

L'État a dépensé sans compter pour finalement casser ce qui fonctionnait.